

Messieurs les Chefs de partis politiques ;

Chers amis de la Centrafrique ;

Mesdames, Messieurs ;

Chers compatriotes.

La République Centrafricaine depuis son indépendance jusque dans les années 70 était jadis un havre de paix et de joie, où il faisait bon vivre.

Un Etat et des institutions qui, avec très peu de moyens, assuraient la sécurité et protégeaient les libertés individuelles et collectives de toutes les composantes de ses populations.

Avec une économie essentiellement basée sur une agriculture et un élevage rustiques, la République Centrafricaine nourrissait ses populations, garantissait un certain niveau de développement national grâce à un système d'éducation et de formation adaptées à la jeunesse.

Elle était même la première économie de la sous-région devant le Cameroun. Et ses meilleurs spécimens de café et de cacao étaient exportés pour l'ensemencement des champs en Côte d'Ivoire.

Les structures sanitaires, en dépit de leurs faibles moyens, parvenaient à assurer des soins aux malades et offraient aux populations, l'une des meilleures couvertures vaccinales de la sous-région.

Le découpage du territoire en préfecture, sous-préfecture et poste de contrôle administratif permettait aux fonctionnaires d'assurer avec efficacité l'autorité administrative de l'Etat à travers tout le pays.

Sur le plan éducatif, le niveau de notre enseignement était élevé. Les pays d'Afrique nous enviaient. C'était l'enseignement pour tous. C'était la citoyenneté. Grâce à l'école de la République, les enfants des pauvres pouvaient poursuivre des formations professionnelles et des études supérieures et ainsi aspirer à une vie meilleure

Enfin, sur le plan social, toutes les composantes de la population vivaient en parfaite harmonie sans distinction aucune de race, d'origine ou de religion. Les étrangers vivaient comme chez eux en terre centrafricaine.

Chers compatriotes ;

Qu'avons-nous fait de cette terre d'accueil et de **Zo Kwè Zo** ?

Qu'avons-nous fait de ce pays aux nombreuses richesses naturelles répandues sur tout le territoire national ?

Un sous-sol riche en minerais, pierres et métaux précieux ?

Une terre arable et fertile permettant une agriculture abondante ?

Des forêts vierges aux essences précieuses tant convoitées ?

Qu'avons-nous fait de notre Etat ?

De nos institutions politiques, administratives et judiciaires ?

Qu'avons-nous fait de notre armée ?

De notre jeunesse ?

Qu'avons-nous fait de nos populations qui ne demandent qu'à vivre en paix dans leur village ?

Aujourd'hui, plus que jamais, nous nous devons de répondre de la manière la plus claire à toutes ces interrogations et d'y apporter des solutions appropriées et durables.

La Centrafrique est brisée, écrasée, humiliée, détruite et brûlée.

Elle a souffert et souffre encore.

La Centrafrique saigne depuis plusieurs décennies et survit au rythme des coups d'Etat, des guerres politico-militaires et civiles.

Nous tous, de loin ou de près, l'avons vécu dans notre chair. Nous avons pleuré la disparition d'un fils, d'un frère, d'une mère, d'un père ou d'un membre de notre famille.

Je pense ici à nos mamans, bébé dans le dos, qui fuient dans la brousse au milieu des bêtes sauvages sous un soleil d'aplomb, sous les pluies diluviennes, dans la boue.

Je pense à nos orphelins égarés, hagards, à notre jeunesse sans éducation et sans avenir manipulés et enrôlés par les hommes armés. Je pense à nos biens acquis à la sueur de notre front, aujourd'hui, anéantis. Je pense à nos filles et mères violées, maculées.

Je pense à nos frères, sœurs déplacés ou réfugiés dans les pays voisins proches ou lointains. Je pense à nos morts, à nos martyrs tombés sous les coups des armes à feu et des armes blanches. Toutes les communautés de Centrafrique ont souffert et souffrent encore.

La liste est longue.

Observons une minute de silence en leur mémoire.

Nous sommes tous, individuellement et collectivement responsables de cette situation de chaos accompagnée par l'effondrement de l'Etat.

Comment en est-on arrivé là ?

Le présidentialisme faible des différents régimes politiques qui se sont succédé, appuyé par un système de contrôle tribal familial des institutions de l'Etat ne peut s'accommoder d'un véritable système de développement dans tous les secteurs de la vie nationale. L'inertie et l'indécision, le manque d'anticipation ont abouti à une déliquescence de nos forces de sécurité entraînant dans son sillage, des déséquilibres politiques, ethniques et confessionnels dans l'ensemble du pays.

Depuis plusieurs années, l'économie formelle s'est atrophiée, les entreprises étrangères ont désinvesti graduellement ou sont parties du pays et le chômage est devenu un mal chronique. Dans sa chute, l'économie a entraîné vers le

fond, un appareil d'Etat miné par la corruption et qui a cessé de remplir ses fonctions régaliennes.

La désintégration finale de l'Etat et la crise sécuritaire qui en résulte sont les conséquences directes de ce système de gouvernance caractérisé par la prédation des richesses nationales.

Nous devons reconnaître avec lucidité que ce dont a besoin la Centrafrique aujourd'hui, c'est d'un assainissement de la gestion publique et d'un renforcement des institutions clés de l'Etat notamment la sécurité et les finances ; d'une relance de l'économie productive, d'un contrôle politique organisé car la Centrafrique devra retrouver une stabilité durable.

Ce sont les mêmes discours, me direz-vous.

L'heure n'est donc plus à la répétition de ce qui a échoué dans le passé, mais aux idées neuves avec des hommes nouveaux, avec une nouvelle génération de politiques, soucieux de **l'intérêt national, de la Justice Sociale et de la Solidarité Nationale.**

C'est pourquoi, Mesdames Messieurs, chers compatriotes, le FORAC, Forum pour le Rassemblement Centrafricain dont j'ai l'honneur de présider est porteur d'un véritable programme politique de reconstruction de la Nation.

C'est pourquoi de l'UGCP, l'Union de la Gauche Centrafricaine pour la Présidentielle qui a vu le jour, ici à Bangui, sous l'impulsion de 16 partis politiques, des associations et des personnalités indépendantes dont le Forac a consacré son temps à la construction de ce projet politique commun, crédible, adapté aux besoins et aux réalités du peuple centrafricain.

L'UGCP, ouverte à tous, est une maison des progressistes et des réformistes centrafricains pour le rassemblement et pour un vrai changement de comportement **depuis le sommet de l'Etat jusqu'à la base.**

Ce programme commun, dis-je, vise, au-delà d'une stabilisation superficielle qui risque de ne rien changer à la situation actuelle, à traiter les causes de la crise en améliorant la gouvernance publique, la décentralisation des institutions et **le renforcement de la justice.**

Le projet que je vous propose représente le **Vrai Changement** pour un large **RASSEMBLEMENT**. Ce projet est le tien, mon compatriote, ce projet est ton **ESPOIR** et ton **AVENIR**. Soutiens-le, toi, ma sœur, toi, mon frère. D'où tu es, rejoins-moi !

Nous incarnons le **RENOUVEAU POLITIQUE** et l'espoir de tout un peuple qui aspire à la paix, à la sécurité, à l'unité, à la liberté, à la dignité, à l'éducation, au travail, et toutes ces valeurs qui fondent une Nation moderne et démocratique.

Nous allons tous ensemble :

- Rétablir un Etat de droit,
- Réformer profondément les institutions politiques, administratives et judiciaires,

- Donner l'exemple de la bonne gouvernance et de la démocratie au sens moderne du terme,

- Redonner un vrai élan à l'économie du pays et le remettre sur les rails des grands échanges,

- Mettre fin aux inégalités économiques et sociales, causes des tensions permanentes intercommunautaires, par la Justice Sociale et la Solidarité Nationale

- Investir dans l'Education nationale et appliquer avec rigueur le programme que nous avons construit en la matière pour redonner aux jeunes, leur place dans la société, pour les faire participer quelles que soient leurs origines sociales, leur confession religieuse, leur ethnie, au développement économique du pays sur la seule base de la compétence,

- Reconstruire, avec nos partenaires privilégiés et la communauté internationale, une armée nationale centrafricaine digne de ce nom pour protéger le peuple et le territoire de façon durable,

- Investir en partenariat avec les pays amis, dans la modernisation de l'agriculture afin de pouvoir améliorer la quantité et la qualité de nos produits et les rendre compétitifs aux niveaux sous régional et régional,
- Investir en partenariat avec les pays amis dans la modernisation des transports et voies de communications,

La liste des réformes est longue, il s'agit de rebâtir une Nation. Nous voulons nous donner les moyens humains et financiers d'y parvenir avec le concours de chacun de nous tous, le concours de tous les partenaires de la Centrafrique.

Nous sommes conscients que la résistance au changement est inhérente à l'Homme mais nous avons choisi le CHANGEMENT.

Nous voulons le **vrai Changement** : changer les hommes, les comportements à commencer par le centrafricain lui-même, changer les pratiques égoïstes et prédatrices au sommet de l'Etat centrafricain.

Barthélémy BOGANDA disait, je cite : « ***Il y a toujours un avenir pour ceux qui pensent à l'avenir*** » ; moi, je vous dis aujourd'hui, chers compatriotes, ***il y a toujours un espoir pour ceux qui veulent espérer, il y a toujours un changement pour ceux qui veulent le changement.***

Je suis fier d'incarner le vrai changement que réclame le peuple. Je suis fier devant vous ici, de porter *cet espoir, cet avenir, d'incarner* la **Renaissance de notre jeunesse bafouée** et du peuple centrafricain tout entier dans l'Unité, la Dignité et le Travail.

Chers amis de la République centrafricaine,

Je n'oublie pas de vous remercier pour votre présence et votre soutien au chevet de la Centrafrique plongée dans le chaos et aveuglée par la violence.

Je tiens à remercier la France, les Etats-Unis, l'Allemagne, et d'autres pays amis tels que le Congo, le Tchad, la République Démocratique du Congo, le Burundi, le Gabon, le Cameroun, l'Angola, les deux Soudan, le Gabon et tous les pays qui, à travers, le SANGARIS, la MINUSCA, l'EUFOR récemment, se sont

beaucoup investis dans la recherche de la paix, de la sécurité, des solutions durables à la crise centrafricaine.

Je tiens à remercier l'Organisation des Nations Unies (l'ONU), l'Union Européenne (l'UE) et l'Union Africaine (l'UA) pour leur implication sans laquelle notre cher pays la Centrafrique aurait tout simplement connu un génocide.

La réconciliation tarde à venir. Le vrai changement que je prône passe par là. Je suis très soucieux de préserver l'unité nationale centrafricaine.

Chers amis de la Centrafrique,

Chers compatriotes.

Je vous appelle au **VRAI CHANGEMENT**.

Je vous appelle au **GRAND RASSEMBLEMENT** pour rebâtir dans la paix, l'unité, la justice sociale, la concorde nationale, une Centrafrique nouvelle, plus belle, plus prospère et prête pour le grand rendez-vous du développement.

J'aime de toutes mes forces, ma patrie, la République Centrafricaine, pays de mes ancêtres. Je suis fier de cette République Centrafricaine qui m'a vu naître, qui m'a élevé, qui m'a éduqué, qui m'a tout donné.

Il est temps de lui devoir tout ce qu'elle m'a donné.

C'est pourquoi, conscient de notre destin commun et des énormes défis à relever,

Moi, **Joseph YAKETE**,

Je me déclare aujourd'hui,

CANDIDAT A L'ELECTION PRESIDENTIELLE

de mon pays.

JE VOUS REMERCIE !

